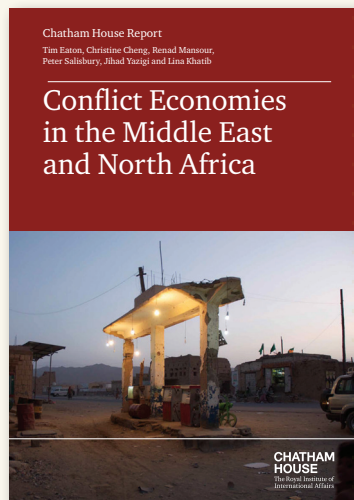




التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Département Général de la
Planification et de la Coordination



Les économies de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Auteurs: Tim Eaton , Christine Cheng, Renad Mansour, Peter Salisbury, Jihad Yazigi, Lina Khatib

Fév. 2020

w w w . i m c t c . o r g





Critique de livre

Les économies de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Le terrorisme et les conflits sont des jumeaux et la relation qu'ils contractent culmine à la dépendance mutuelle. Les conflits et les litiges, et en particulier les guerres civiles, constituent une opportunité appropriée pour le terrorisme qui engendre à son tour davantage de conflits et de différends. De même, la propagation du terrorisme dans un pays fait exploser les conflits et les différends. L'indice mondial du terrorisme (GTI 2019) révèle que 95% des décès dus au terrorisme sont survenus dans des pays en proie à des conflits violents, que les dix pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde étaient tous impliqués dans des conflits armés et que les attaques terroristes dans les pays en conflit étaient trois fois plus meurtrières que les attaques terroristes dans d'autres pays. La durée des conflits dans lesquels des groupes terroristes sont impliqués est également deux fois plus longue que les autres conflits. Il n'est donc pas surprenant que la résolution des conflits soit le meilleur moyen de prévenir et de combattre le terrorisme.

Cette étude vise à analyser les conflits en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen avec une approche différente. Alors que la plupart des analyses focalisaient sur les facteurs politiques et intellectuels dans l'analyse des conflits, cette étude analyse les économies de conflit dans ces pays et leur impact sur la poursuite ou le règlement du conflit.

Même si ce ne sont pas les motifs économiques qui ont déclenché les guerres en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen, il est clair qu'ils constituent à présent un facteur important dans la poursuite des combats ouverts, de la violence locale et de la coercition.

L'étude souligne que les moteurs économiques sont essentiels à la compréhension des guerres. Alors que certains groupes se battent pour promouvoir ou défendre une identité spécifique, d'autres groupes se battent pour des gains matériels ou pour s'enrichir. Même si ce ne sont pas les motifs économiques qui ont déclenché les guerres en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen au début, il est clair que ces facteurs aident actuellement à la poursuite des combats ouverts, de la violence locale et de la coercition.

Il était de coutume auparavant que l'idée d'une économie de conflit soit étroitement liée au financement des armes, des munitions et des combattants, mais cette étude montre comment l'économie de conflit s'ancre dans le système socio-politique complexe, dans lequel de nombreux intérêts et variables se chevauchent. L'étude définit l'économie des conflits en tant que «système de production, de mobilisation et d'allocation

de ressources pour soutenir directement et indirectement la violence concurrentielle».

En analysant l'économie politique de la guerre, l'étude propose de nouvelles approches pour réduire ce qu'elle appelle la violence de concurrentielle et la violence inhérente; et elle entend par violence de concurrentielle: la violence déployée par des élites en guerre pour s'opposer ou défendre la répartition actuelle du pouvoir. Quant à la violence inhérente: elle constitue la base selon laquelle se déroule le règlement politique, et selon laquelle on désigne celui qui a le droit de recourir à la violence sans encourir aucune sanction. Dans le cadre de cette étude, le recours à la force armée pour favoriser un état de fait en vue de réduire le nombre de l'élite dirigeante constitue un exemple de violence inhérente.

Cette étude vise à fournir une estimation de la taille de ces économies et ne cherche pas à mesurer l'impact économique de la guerre; elle vise plutôt à analyser l'adaptation de la structure de l'économie à la complexité de la situation sur le terrain, et à expliquer l'évolution des caractéristiques de l'économie de conflit et de son activité au fil du temps. Elle fournit surtout des recommandations et des alternatives aux décideurs occidentaux, dont la première recommandation présentée par l'étude sur le conflit dans les pays étudiés est la suivante: accepter l'impossibilité de réaliser le principe de (non préjudice). En économie des conflits, le risque calculé dans le but de (réduire le préjudice) est la meilleure option disponible pour les décideurs politiques selon les auteurs de l'étude. En Syrie, par exemple, le dilemme auquel sont confrontés les donateurs est que l'aide humanitaire fournie est exploitée par certains pouvoirs sur place, mais l'aide

humanitaire est également nécessaire pour aider la population locale à faire face aux conditions; par conséquent, les donateurs doivent accepter toute intervention susceptible d'avoir des conséquences négatives ou non prévisibles.

Réprimer les pratiques économiques illégales, sans offrir de possibilités de subsistance alternatives viables, peut avoir un impact sur les déplacements qui risquent d'aggraver les choses, ou encourager les éléments armés à emprunter d'autres voies pour générer des revenus.

L'étude recommande que les décideurs occidentaux développent des incitations à une coopération pacifique plutôt que de s'appuyer uniquement sur des méthodes de mise en œuvre qui n'ont pas été aussi efficaces jusqu'à présent. A titre d'exemple: réprimer les pratiques économiques illégales, sans offrir d'alternatives viables de subsistance, risque d'avoir un impact néfaste sur les déplacements qui risquent d'aggraver les choses, ou encourager les éléments armés à prendre d'autres voies pour générer des revenus.

Lorsqu'ils réfléchissent à la manière de cibler des activités illicites spécifiques, les décideurs doivent reconnaître que la (légitimité) est un concept relatif et non une constante dans les économies en conflit. Par conséquent, les mesures juridiques manquent souvent de capacités suffisantes comme outil d'intervention politique dans les quatre pays couverts par cette étude.

En choisissant quelles activités illicites devraient être ciblées, les décideurs devraient prêter attention aux activités dont les chaînes d'approvisionnement sont plus courtes, afin que les gains financiers ne soient pas redistribués au sein des groupes ou entre eux. Les crimes financiers ou les crimes de propriété en sont de bons exemples. En revanche, certaines méthodes de contrebande, telles que la contrebande de produits de base subventionnés et de carburant, incluent des chaînes d'approvisionnement plus longues et des réseaux plus larges de bénéficiaires directs et indirects.

Reconnaissance des compromis

L'étude précise que la recherche de règlements politiques, à l'instar des marchandages entre élites, implique des compromis majeurs, qui doivent être

reconnus publiquement et clairement discutés. Par exemple: la cooptation des parties en conflit peut réduire la violence à court terme, mais elle est plus susceptible de perpétuer le favoritisme et la corruption, et cela conduira à un conflit futur par le biais de la violence inhérente. D'un autre côté, contester le processus de recherche de rente offre en théorie une paix plus globale et durable, mais qui s'accompagne d'un risque accru de provoquer une violence concurrentielle.

Selon l'étude, les accords avec les élites offrent des avantages mitigés. D'une part, le partage du pouvoir peut atténuer les effets négatifs de l'activité intense de la partie gagnante et, d'autre part, les décideurs doivent tenir compte des effets à long terme et des conséquences potentielles et involontaires de ces politiques. Par exemple: Le consensus en Libye pour attribuer au gouvernement de réconciliation nationale le droit de former les ministères et les bureaux politiques pour la construction de l'État, et de s'appuyer sur les groupes armés de Tripoli pour assurer sa sécurité, a permis à ces groupes et à leurs réseaux de s'infiltrer dans les institutions publiques, ce qui menace de transférer le pouvoir hors des mains de l'État, et établit le processus de consensus en politique, chose difficile à changer plus tard sur la scène politique post-consensus.

L'étude attire l'attention sur le fait qu'il est erroné de supposer que le processus de réforme sera possible si un accord garantissant uniquement la stabilité est passé entre les élites. Certes, l'établissement d'accords d'élite peut réduire la violence concurrentielle, mais cette approche ne remodelera pas les structures d'incitation. Ces accords n'obligeront pas les dirigeants politiques et militaires à assurer une répartition plus équitable des ressources et n'encourageront pas la décentralisation du système politique. Sous les régimes centraux de l'Irak, de la Libye, de la Syrie et du Yémen, les vainqueurs chercheront sans aucun doute à préserver les butins accaparés dans les économies en conflit.

Les événements au Yémen montrent également que si l'accord avec l'élite réussit, il doit tenir compte des intérêts des partis les plus puissants et des centres de pouvoir émergents. L'exclusion relative des intérêts Houthis de l'accord avec les élites en 2011 pourrait avoir été un catalyseur de leur violent conflit avec le pouvoir de facto en 2014.

L'étude indique que les pays occidentaux préfèrent souvent des victoires rapides aux solutions à long terme, ainsi les événements en Irak indiquent clairement que le système de quotas n'a pas réussi à endiguer la violence inhérente au système, et qu'il a créé les conditions d'un retour périodique à la violence concurrentielle, ce qui soulève des questions difficiles quant à savoir si mettre fin à une vague spécifique de violence concurrentielle est une mesure adéquate de succès, même si l'on s'attend à ce que cela provoque une autre vague de violence concurrentielle.

La cooptation des parties en conflit peut réduire la violence à court terme, mais elle est susceptible de renforcer le favoritisme et la corruption, ce qui engendre des conflits à l'avenir.

Prise en compte des types de conflits économiques

Les politiques occidentales jouent un rôle fondamental dans la revitalisation des sub-économies de conflit en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen de diverses manières de participation et d'interventions sécuritaires, politiques et humanitaires, qui comportent à la fois de nombreuses lacunes et des opportunités pour réduire la violence et l'insécurité, et la principale condition pour réaliser ces opportunités c'est de prendre au sérieux la force active locale. L'intervention ciblant des sous-économies spécifiques de conflit peut accroître l'impact des politiques, mais cela nécessite que les décideurs occidentaux investissent dans le développement de leur compréhension des réseaux et des économies locales. Sans cette compréhension, il existe un risque élevé de conséquences imprévues qui provoquent des dommages inattendus. Par conséquent, l'étude fournit des analyses et des recommandations aux décideurs occidentaux pour les guider dans l'élaboration de politiques publiques spécifiques ciblant les types de conflits économiques dans trois régions:



1) Les capitales des États

Dans chacun des pays examinés, les activités importantes sont associées à la saisie de l'autorité institutionnelle et législative de l'État basée dans la capitale, ce qui détermine le contrôle des actifs et l'allocation des ressources. Les capitales sont également les centres financiers majeurs traitant avec les institutions juridiques et économiques du système international.

La nature de la violence utilisée varie dans chaque capitale des pays étudiés. Dans la capitale irakienne, Bagdad, les ressources de la ville sont réparties sur une élite limitée, tout comme dans la capitale libyenne Tripoli, car c'est le principal moyen d'obtenir les revenus générés par les richesses pétrolières de l'État. En Syrie et au Yémen, les autorités des deux capitales, Damas et Sanaa, n'ont pas la même abondance de distribution, mais l'influence de la capitale sur l'économie du conflit reste importante. En Syrie, le régime a utilisé les institutions financières et les autorités de l'État à Damas pour renforcer sa capacité économique, tandis qu'au Yémen, les Houthis et leur réseau lâche d'agents à leur charge ont saisi les institutions et ont canalisé l'argent collecté des impôts pour soutenir leur effort de guerre.

Pour traiter avec les types des économies de conflit dans les quatre capitales, l'étude recommande aux décideurs occidentaux de considérer trois facteurs principaux:

- ▶ Les politiques visant à renforcer les institutions publiques dans les capitales nationales devraient empêcher le monopole du pouvoir en soutenant le changement progressif, même si le monopole sert l'intérêt du pays occidental concerné, et en élargissant les réseaux de bénéficiaires pour inclure des personnes en dehors du

cercle immédiat des parties bénéficiant du conflit. Cette approche réduirait à long terme l'influence des réseaux existants et élargirait la base d'encadrement.

La répartition centrale des revenus a été l'un des principaux moteurs du conflit en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen, car les fonds ont été distribués avec peu de transparence ou de responsabilité, mais la décentralisation qui n'est pas compatible avec des mandats clairs, de la transparence et de la responsabilité n'est pas une solution.

- ▶ Les interventions des politiques publiques devraient être orientées vers le développement des institutions, et non le renforcement des relations personnelles avec les instances influentes parmi l'élite dans les capitales. Un exemple est le soutien concerté fourni par l'Occident en 2018 à la campagne électorale perdue du Premier ministre irakien de l'époque, Haider al-Abadi. Certes, il est nécessaire de maintenir des relations politiques solides avec les principaux influenceurs, mais lorsque les personnalités politiques changent ou que des changements de pouvoir se produisent, il sera nécessaire de renégocier les termes de ces relations. Les mesures qui renforcent les normes et les critères, comme le transfert pacifique du pouvoir dans le système politique et institutionnel, peuvent assurer une plus grande prévisibilité et la stabilité dans ces relations.
- ▶ La décentralisation doit s'accompagner de la responsabilisation, la répartition centrale des revenus a été ainsi l'un des principaux moteurs du conflit en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen, car les fonds ont été distribués avec peu de transparence ou de responsabilité, ce qui a conduit à voir la décentralisation politique comme une solution possible pour de nombreuses personnes, mais la décentralisation qui ne coïncide pas avec des loyautés claires, de la transparence et de la responsabilité, ne

sera pas une bonne solution, car cela ne conduira qu'au transfert de la recherche de rente aux régions, et servira les intérêts d'un autre groupe d'acteurs. Le soutien des décideurs occidentaux devrait se limiter à la décentralisation qui réponde à un minimum de transparence et de responsabilité et garantisse la disponibilité d'institutions dotées d'une capacité administrative adéquate au niveau local. Et si ces conditions sont remplies, la décentralisation peut contribuer à réduire les recels de profits et de rentes, car l'atténuation de l'autorité de la capitale réduira les incitations à la contrôler de force, selon la formule du gagnant qui s'empare de tout le butin.

2) Zones de transit et zones frontalières

Les conflits en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen ont laissé, à des degrés divers, des divisions régionales internes qui ont conduit à la distorsion des marchés et à la création de diverses sous-économies, à travers les lignes de démarcation des zones contrôlées par différents groupes armés. (Les zones de transit) sont devenues des sources de recettes fiscales imposées à la circulation des marchandises et sont devenues des objets de valeur précieux pour les groupes armés et autres acteurs de l'économie de conflit.

Dans la plupart des cas, l'activité économique dans les zones de transit échappe au contrôle de l'État et, dans certains cas, les acteurs gouvernementaux coopèrent avec des groupes armés pour collecter des bénéfices sur ces sites. Les zones de passage et les zones frontalières sont des sites majeurs de violence concurrentielle, et bien que les conflits dans la région soient généralement décrits comme étant de nature ethnique, sectaire ou tribale, ils peuvent être envisagés économiquement comme une compétition de rente entre les acteurs influents. Les opportunités de revenus générant des conflits perpétuent souvent les divisions régionales, ce qui renforce les divisions ethniques, sectaires ou tribales.

L'étude appelle les décideurs occidentaux à prendre en compte les questions suivantes lors de la préparation de leurs interventions dans les zones de transit et les zones frontalières:

- ▶ Les interventions extérieures devraient soutenir le développement de structures de gouvernement local loyales et responsables envers la population locale. Une allocation plus équitable et plus complète des ressources de l'État - malgré la corruption et la responsabilité - peut réduire la motivation des groupes armés à recourir à la violence.

Les zones de transit et les zones frontalières sont des lieux propices aux conflits de type généralement ethnique, sectaire ou tribal, mais peuvent être envisagées comme une rivalité sur les rentes, qui perpétue les divisions territoriales et renforce les autres divisions.

- ▶ Historiquement, les zones frontalières n'avaient pas beaucoup de liens avec les structures centrales de l'État, et la solution n'est pas seulement d'inclure les autorités locales dans les zones frontalières au sein du système étatique; l'objectif devrait plutôt être de développer des systèmes adaptés à l'environnement de travail. Étant donné que la fourniture de services est souvent la base de la légitimité du gouvernement dans les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, cela peut signifier qu'il faudrait transférer plus de pouvoir aux structures du gouvernement local si l'État central n'est pas vraiment en mesure de fournir ces services.
- ▶ Il est possible de renforcer le développement d'économies locales durables grâce à des programmes de reconstruction et de développement. Cependant, dans certains cas, il ne serait pas possible de participer au développement de programmes d'aide sans légitimer et renforcer les acteurs impliqués dans le conflit.
- ▶ Les instances influentes étrangères devront développer une solide compréhension de l'environnement de travail local afin de réduire le risque de détournement de fonds vers des bénéficiaires non désirés. Les efforts visant à lutter contre l'économie de conflit dans les zones frontalières doivent

être intensifiés pour cibler les causes profondes de la contrebande. Dans les zones frontalières, les gouvernements occidentaux peuvent encourager les négociations avec les pays voisins pour permettre la libre circulation des marchandises produites dans ces zones et pour encourager les activités de production nationale.

- ▶ Il faudrait de même passer un accord sur les zones de contrôle négociées par un large éventail de parties prenantes. Dans l'est du Yémen, un puissant système de taxes informelles est apparu au début de la guerre, et les marchandises ont afflué vers et depuis la région, sans provoquer d'augmentation incontrôlable des prix. Cependant, l'intérêt régional pour cette zone depuis 2017 a déstabilisé cet arrangement. Dans le sud de la Libye, la prolifération des points de contrôle utilisés par les groupes armés comme source de financement a contribué au manque de marchandises et à une inflation élevée. La médiation pour passer les accords fiscaux mutuels entre les communautés de ces régions peut aider à atténuer les effets négatifs de l'inflation sur la population locale, ce qui peut réduire certains des problèmes de sécurité liés à la protection de la population, des biens et des marchés.
- ▶ Les mesures anti-contrebande devraient se concentrer sur la désorganisation des flux de produits directement liés au conflit, tels que les armes et les munitions, plutôt que d'empêcher le commerce des produits nécessaires à la survie économique.
- ▶ Toutes les formes de contrebande ne sont pas directement liées à la violence et, par conséquent, toutes ne devraient pas être ciblées.

3) Zones riches en pétrole

En tentant de limiter les ressources financières des groupes armés dans les zones riches en pétrole, l'étude recommande aux décideurs politiques d'éviter de nuire directement aux moyens de subsistance de la population locale. Le non-respect de cette exigence peut exacerber le sentiment

d'injustice ressenti par ceux qui reçoivent peu ou pas d'avantages de la part des autorités centrales de l'État. Cela a été mis en évidence par le bombardement de l'infrastructure pétrolière dans le nord-est de la Syrie, par la coalition anti-Daech dirigée par les États-Unis.

Si les décideurs occidentaux étaient conscients de l'activité sous-économique du conflit, ils auraient pu ajuster leur intervention plus efficacement et atténuer les effets potentiels de leur politique. Il était clair pour eux que Daech ne générait pas autant d'argent que prévu de ces sites, mais ils ont bombardé la structure pétrolière pour que Daech n'en bénéficie pas, sachant que la répartition des revenus de l'activité de Daech était importante, ce qui signifie que de grandes composantes de la population locale ont été affectées par le bombardement.

L'étude recommande que les décideurs occidentaux prennent en compte les impératifs suivants dans le développement d'interventions dans les zones riches en pétrole:

- ▶ L'Occident devrait utiliser son autorité pour garantir l'accès aux marchés internationaux du pétrole. Il se peut que le fait d'insister qu'il n'existe qu'une seule autorité reconnue et capable de commercialiser du pétrole à l'international soit le levier le plus important pour le contrôle que les acteurs occidentaux peuvent exercer sur les économies de conflit dans les quatre pays. Cette alternative a été utilisée comme outil de politique publique pour empêcher les ventes de pétrole de l'est de la Libye, bien qu'elle soit moins active en Irak, où les réseaux terrestres de contrebande pullulent, ou au Yémen et en Syrie, où les exportations de pétrole ne sont pas un facteur important.
- ▶ La richesse pétrolière doit être redistribuée aux communautés locales. Une répartition plus équitable de la richesse réduira probablement les appels séparatistes, et les gouvernements occidentaux peuvent encourager le gouvernement central à affecter une part spécifique des revenus pétroliers aux projets d'investissement dans les zones de production d'une manière similaire à la règle établie pour le gouvernement régional du Kurdistan en Irak, et cette répartition pourra se baser sur la densité démographique et les indicateurs sociaux et économiques.
- ▶ La participation entre la population locale et les acteurs de l'industrie pétrolière doit être approfondie. Dans le sud de la Libye, la population a des possibilités limitées de faire partie de la main-d'œuvre qualifiée du secteur, et son ambition serait de rivaliser sur les redevances de protection ciblant les installations pétrolières.
- ▶ Il faudrait encourager les sociétés pétrolières nationales et internationales à investir dans les communautés locales, et cela devra également inclure les efforts visant à faire face aux impacts environnementaux des activités de production, tels que la pollution des aquifères qui affecte négativement les zones aux ressources hydrauliques rares. De telles mesures peuvent rendre les opérateurs pétroliers moins vulnérables aux grèves et aux blocus de la population locale.
- ▶ Les bénéficiaires de la contrebande de pétrole et de carburant et les méthodes de la chaîne d'approvisionnement par lesquelles ces bénéfices sont générés doivent être identifiés avant de tenter de perturber cette activité. Comme chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement contribue à transformer le pétrole brut en espèces, la perturbation d'un épisode à la source peut avoir un impact majeur sur les étapes finales de la chaîne. Les décideurs doivent élaborer des stratégies globales qui couvrent l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement plutôt qu'un seul cycle.

Ouvrage:

(Conflict Economies in the Middle East and North Africa)

Editeur

Royal Institute of International Affairs (Chatham House) 2019

Auteurs

Tim Eaton: chercheur au programme du Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House, depuis 2014. Ses recherches portent sur l'économie politique du conflit libyen. Il a travaillé à la (BBC) et a reçu une bourse de l'Institut d'études arabes et islamiques dans sa spécialisation pour obtenir une maîtrise en politique du Moyen-Orient à l'Université d'Exeter. Il est maîtrisard en histoire de l'Université de Nottingham et titulaire d'un diplôme en arabe du Collège des Etudes orientales et africaines (SOAS).

Dr. Christine Cheng: chargée de cours en études de guerre à la Kings College University de Londres. Elle est titulaire d'un doctorat de l'Université d'Oxford et d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Princeton. Sa recherche s'intéresse à l'étude des transformations post-conflit. Elle est co-éditrice du livre, «Corruption et consolidation de la paix après les conflits: vendre la paix?»:

“Corruption et and Post-conflict Peacebuilding : Selling the peace?”

Elle est l'auteure du livre: « Groupes extralégaux au Libéria après la fin du conflit, comment le commerce construit-il l'État?»:

“Extralegal Groups in Post-Conflict Liberia, How Trade Makes the State”

Publié par Oxford University Press. Il a remporté le prix du livre de la Conflict Research Association en 2019.

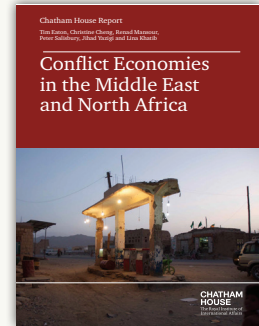
Dr. Renad Mansour: chercheur au programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House et à l'Université américaine d'Irak, Sulaimaniya. Il a enseigné à la London School of

Economics and Political Science, les relations internationales au Moyen-Orient. Il a occupé des postes de recherche au Carnegie Middle East Center à Beyrouth, à l'Institut irakien d'études stratégiques à Beyrouth et à la Cambridge Security Initiative à Cambridge. Il a obtenu son doctorat de l'Université de Cambridge.

Peter Salisbury: Senior Consultant au Programme du Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House, et analyste principal pour le Yémen à l'International Crisis Group. Il a travaillé comme rédacteur en énergie pour le Middle East Economic Digest (MEED), et œuvre comme consultant auprès du gouvernement britannique, des Nations Unies et de la Banque mondiale, entre 2011 et 2013.

Jihad Yazji: chercheur invité au Conseil européen des relations étrangères, journaliste et analyste syrien spécialisé dans les affaires économiques syriennes, et fondateur et rédacteur en chef du Bulletin Rapport sur la Syrie (The Syria Report).

Dr. Lina Al-Khatib: Responsable du programme du Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House. Elle était directrice du Carnegie Middle East Center à Beyrouth et dirigeait le programme de réforme et de démocratie dans le monde arabe du Center for Democracy, Development and Rule of Law de l'Université de Stanford. Ses recherches portant sur l'étude des relations internationales au Moyen-Orient, des groupes islamiques, de la sécurité et des transitions politiques, accordent une attention particulière au conflit syrien. Elle est chercheuse associée à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres. Elle a publié sept livres.





CRITIQUE DE LIVRE 10



الائتلاف الإسلامي العسكري لمقاومة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Département Général de la
Planification et de la Coordination

  @IMCTC_AR | @IMCTC_EN | @IMCTC_FR

w w w . i m c t c . o r g